

sition officielle (M. Bracken), au chef du Gouvernement (M. Mackenzie King) et à l'honorable député de Rosetown-Biggart (M. Coldwell) pour exprimer nos regrets à l'occasion du départ du comte d'Athlone et de Son Altesse Royale la princesse Alice. Je désire aussi féliciter les deux très honorables députés qui ont tout récemment eu l'honneur d'être nommés membres du conseil privé impérial. De plus, je tiens à offrir mes compliments à l'honorable député de Saint-Boniface (M. Viau) et à l'honorable représentant de Queens-Lunenburg (M. Winters) qui ont respectivement proposé et appuyé l'Adresse en réponse au discours du trône. Etant donné la matière qu'ils avaient à traiter, je dois dire qu'ils se sont tous deux très bien acquittés leur tâche. Le parti libéral est vraiment chanceux d'avoir l'appui de jeunes députés aussi bien doués.

Le discours du trône semble être empreint du pessimisme que doivent éprouver les dirigeants du Gouvernement. On ne saurait assurément pas dire qu'il constitue un document optimiste à quelque égard que ce soit. Dans deux ou trois passages, le Gouvernement s'est manifestement appliqué à se décerner des compliments en recourant à des comparaisons qui ne représentent, à tout prendre, que des marques machinales d'optimisme non fondé. Toutefois, je n'ai trouvé dans le discours tout entier que bien peu d'indices démontrant que le Gouvernement se rend réellement compte des mesures qui s'imposent absolument pour que le Canada se libère du funeste cycle du chômage, de l'indigence et de la guerre, et qu'il devienne puissant en temps de paix. Les déclarations admirables que peuvent renfermer un discours ne suffisent pas à rectifier un mauvais état de choses. La meilleure preuve de sincérité se trouve non pas dans les théories exposées ni dans les discours prononcés par ceux qui appuient le Gouvernement, mais dans les actes même de ce dernier. Il s'ensuit que, pour bien juger de l'efficacité du Gouvernement, il faut examiner la situation dans laquelle se trouve le pays, et je consacrerai quelques minutes à une telle revue.

Il y a maintenant plus de six mois que la guerre a cessé. Le discours du trône nous représente la faim, les privations et les souffrances que des millions de personnes doivent endurer à la suite de ces dix années tragiques que le monde a vécues. Nous éprouvons tous, j'en suis sûr, la plus profonde sympathie pour tous ceux qui souffrent. Le plus pressant besoin, à l'heure actuelle, semble être d'assurer des aliments aux populations qui n'ont que des approvisionnements bien insuffisants ou qui sont même atteintes par la famine. Si l'on veut leur venir en aide, si l'on veut réduire au minimum les souffrances humaines, nous savons ce que nous avons à faire. Les mem-

bres de notre groupe ne négligeront rien pour alléger, autant que faire se peut, la misère de nos semblables. Nous devons laisser toute liberté à nos forces productives; c'est d'ailleurs ce qu'on aurait dû faire il y a déjà plusieurs mois. A l'heure actuelle, nos ressources en vivres sont épuisées. Il n'était pas nécessaire d'être très clairvoyant pour comprendre les dangers que comportaient les restrictions apportées à la production, notamment celle à laquelle nous avons eu recours il n'y a pas si longtemps à propos du blé, simplement parce que nos entrepôts étaient comblés et que nous ne disposions d'aucun espace supplémentaire. A l'époque, quelques-uns d'entre nous ont soutenu que, devant la menace d'une tragédie universelle, ce serait un crime de lèse-humanité que d'entraver la production du blé comme on le préconisait alors. Nous avons proposé la construction d'aménagements suffisamment spacieux pour l'entreposage de tout le blé que les cultivateurs canadiens désiraient produire. Il est inutile d'ajouter qu'on nous considéra comme de purs imbéciles et que la production du blé fut restreinte. Puis, du jour au lendemain, l'excédent d'approvisionnement disparut, si bien qu'à l'heure actuelle, des hommes, des femmes et des enfants sont condamnés à mourir de faim. J'affirme que le parti libéral doit être tenu comme partiellement responsable de cette situation tragique.

J'ai été surpris de constater que, bien que la disette de produits alimentaires soit devenue plus grave de semaine en semaine, le Gouvernement ne s'est guère donné la peine de remédier à la situation et, par des mesures nationales, d'accroître les approvisionnements en denrées et services provenant de la ferme, de la pêche, des mines ou de l'industrie, de façon à répondre à la demande surabondante tant sur le marché canadien que sur les marchés étrangers. Il est vrai que, l'autre jour, le premier ministre a annoncé son programme en neuf points en vue d'accélérer la production et de remédier à la disette existante. Cependant, je remarque depuis quelques mois qu'il est beaucoup plus facile de se procurer des articles de luxe que les denrées ordinaires de première nécessité. Cela ne révèle-t-il pas, monsieur l'Orateur, une lamentable inexpérience et une manque de connaissances pratiques de la part de cette multitude de régisseurs et de bureaucrates qui sont devenus, dans notre pays le principal obstacle à la production. Ce que les Canadiens et les autres peuples de l'univers veulent, ce sont les choses nécessaires à la vie et non les objets de luxe; et, à mon avis, tout homme réfléchi constate que la situation est tellement grave que seul un effort total tendant à accroître la production des vivres et des biens civils ordinaires